



DÉCLARATION DE BOYCOTT DE L'INTERSYNDICALE AU CSAL « Emplois » du jeudi 18/01/2024

Monsieur le Président,

Nous avons toujours pris au sérieux notre rôle de représentants des personnels dans les différentes instances. Malgré toutes les difficultés, nous siégeons régulièrement et nous nous efforçons de relayer inlassablement nos revendications, les aspirations des agents afin de faire entendre les réalités des services.

Néanmoins, nous maintenons notre volonté de ne pas participer à la mascarade à laquelle vous nous convoquez aujourd'hui sur la localisation des suppressions d'emplois au 01/09/2024. S'il y a bien un sujet ou vous maintenez le cap, sans discussion possible, c'est bien dans la déclinaison zélée, que vous assumez, des suppressions d'emplois.

Depuis la création de la DGFIP en 2008 ce sont près de 36 000 emplois qui ont été supprimés. Nous sommes passés de 130 000 agents en 2008 à 94 000 en 2023. Et la Direction Générale voudrait qu'on se satisfasse de n'avoir en 2024 que 200 nouvelles suppressions et surtout qu'on mette en avant le solde positif de 148 ETP. Rappelons que ce solde positif est le résultat des transferts d'emplois (+348) liés aux transferts de missions notamment des Douanes et des taxes d'urbanisme.

En poursuivant la déstructuration de notre réseau, la DG va également encore dégrader le service rendu à l'usager, alors que le fiasco GMBI a démontré les failles du tout numérique, et les besoins de proximité et d'accompagnement des contribuables. Dégradations que vous allez amplifier en supprimant des emplois aux antennes aveyronnaises qui reçoivent un public nombreux, que ce soient les emplois "pastillés" impôts des SGC d'Espalion et de Saint-Affrique ou l'antenne du SIE de Rodez à Villefranche de Rouergue

L'avenir est inquiétant pour tous les agents de la DGFIP, car en arrière-plan se dessinent les dernières orientations fixées par le cadre d'objectifs et de moyens (COM) où l'intelligence artificielle notamment servira à justifier de nouvelles restructurations et externalisations de missions.

Au regard de l'ordre du jour, les élus de l'intersyndicale ne siégeront pas à ce CSAL. Pour Solidaires Finances Publiques Aveyron, FO DGFIP Aveyron et la CGT Finances Publiques 12, il est inenvisageable d'être associé d'une quelconque façon à ces politiques destructrices ! Nous condamnons les 120 emplois supprimés depuis 2009 et les 5 nouvelles suppressions au 01/09/2024 !

Les agents des Finances Publiques crient, à nouveau, leur épuisement, leur colère, leur déception, leur raz-le-bol, leur désarroi, leur manque de reconnaissance... face au tsunami des réformes mal pensées et mal mises en œuvre, car la seule raison qui prévaut, c'est de réaliser des économies budgétaires !

La situation des services, les difficultés quotidiennes d'exercice des missions et la dégradation continue des conditions de travail des personnels appellent au contraire à renforcer durablement les moyens mis à la disposition de la DGFIP !